Insee Analyses

Normandie



N° 14

Juillet 2016

La Normandie, première région française pour la part de l'industrie dans le PIB

n 2013, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Normandie atteint 90 milliards d'euros. Depuis 1990, sa croissance est plus faible que la moyenne des régions métropolitaines. L'industrie a un poids considérable au sein de l'économie régionale. De toutes les régions françaises, la Normandie est même celle où la part de l'industrie dans le PIB est la plus élevée. L'industrie normande a été modérément dynamique au cours des années 1990-2013 mais, sur la période de crise 2008-2013, elle est remarquablement résiliente et soutient le redressement du PIB. Le commerce et les services marchands, eux aussi peu dynamiques depuis 1990, ont été plus fragiles durant la crise. En 2013, la Normandie maintient son rang médian parmi les régions métropolitaines pour le PIB par habitant. Pour toutes les régions, la croissance du PIB par habitant est essentiellement celle du PIB par emploi, c'est-à-dire de la productivité apparente du travail. Entre 2008 et 2013, en Normandie, la progression du PIB par emploi est parmi les plus fortes, soutenue plus qu'ailleurs par les gains de productivité dans l'industrie.

Jérôme Marajda, Insee

En 2013, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Normandie atteint 90 milliards d'euros. Avec la Normandie, seules quatre autres régions métropolitaines produisent chacune moins de 100 milliards d'euros. Ainsi, la région contribue pour 4 % au PIB métropolitain, l'Île-de-France en générant à elle seule près du tiers.

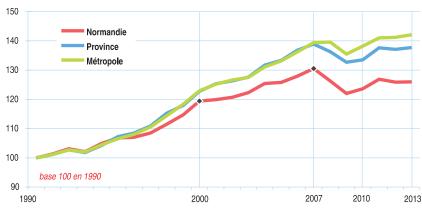
Une croissance économique en retrait

Entre 1990 et 2013, en France métropolitaine, la croissance économique n'est pas linéaire. Elle est durement heurtée par les crises de 2000-2001 ("bulle internet") et, surtout, 2008-2009 ("subprimes"). La croissance n'est pas non plus uniforme dans les régions. Les chocs conjoncturels sur l'économie nationale résonnent diversement dans les économies régionales, au travers de leurs spécificités. Sur la période, la croissance de l'économie normande apparaît de plus en plus

en retrait. Le PIB régional augmente de 1,0 % en moyenne par an, soit un demi-point en-dessous de la moyenne métropolitaine. La Normandie fait partie, avec les quatre autres régions entourant l'Île-de-France, des territoires où la progression du PIB est la plus faible : au plus 1,0 % en moyenne par an. Moins dynamiques économiquement, ces régions le sont aussi

1 Depuis 1990, une croissance moins rapide pour l'économie normande

PIB en volume 1990-2013, base 100 en 1990



Source: Insee, comptes régionaux base 2010

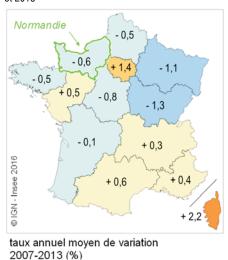


démographiquement : leur économie présentielle bénéficie moins qu'ailleurs d'une population croissante.

En Normandie, les ralentissements économiques sont plus marqués et les reprises moins vives qu'en France de province. La décennie 1990 est une période de croissance économique soutenue pour toutes les régions métropolitaines. En Normandie, le PIB n'augmente que de 1,8 % en moyenne

2 Pour la moitié des régions métropolitaines, un PIB toujours affaibli par la crise

Taux annuel moyen de variation du PIB entre 2007 et 2013



- 1,0 + 0,0 + 1,0 + 2,0

Source: Insee. Comptes régionaux base 2010

par an, une progression moindre qu'en France métropolitaine (+ 2,1 % en moyenne par an).

Entre 2000 et 2007, consécutivement à l'éclatement de la "bulle Internet", la croissance du PIB ralentit pour presque toutes les régions. En Normandie, elle freine à 1,3 % en moyenne par an sur la période, un ralentissement plus marqué qu'en France métropolitaine (+ 1,8 % en moyenne par an).

Enfin, avec la crise des "subprimes", le PIB recule en 2008 dans toutes les régions métropolitaines, excepté l'Île-de-France et la Corse. Il se redressera ensuite, plus ou moins vivement selon les régions. Néanmoins, en 2013, la moitié des régions métropolitaines, dont la Normandie, n'ont pas encore retrouvé leur niveau de PIB de 2007 (en volume). Entre 2007 et 2013, le PIB régional se replie de 0,6 % en moyenne par an, alors que le PIB métropolitain progresse et dépasse dès 2011 son niveau antérieur à la récession, tiré par la région francilienne. Pour la province, le PIB retrouve presque en 2013 son dernier point haut de 2007 (- 0,1 % en moyenne par an).

La Normandie, première région industrielle

Par la Seine, la Normandie ouvre le bassin parisien sur la Manche, autoroute maritime du commerce. Ses grandes infrastructures portuaires (Le Havre et Rouen) font de la région un carrefour des échanges internationaux et orientent son économie. Certaines activités industrielles s'y sont alors préférentiellement implantées, comme le raffinage et la pétrochimie. D'autres se sont ensuite développées, comme les produits pharmaceutiques, l'automobile, l'énergie, l'aéronautique et le spatial, la cosmétique. La région valorise aussi son potentiel agricole et agroalimentaire (terre et mer), avec une filière forte, plus présente dans l'ouest du territoire.

En 2013, la Normandie est la région la plus industrielle de France. La part de l'industrie dans le PIB régional y est plus élevée que partout ailleurs. Le secteur industriel contribue en effet pour 20 % de la valeur ajoutée régionale (16 % pour la province). La Normandie est aussi, de loin, au premier rang pour le raffinage, produisant un tiers de la valeur ajoutée nationale du secteur. Depuis 1990, l'orientation industrielle de l'économie normande s'est confirmée.

Une industrie modérément dynamique mais résiliente

Sur la période de croissance 1990-2008, en Normandie, la valeur ajoutée industrielle progresse plus modérément qu'en France de province (1,6 % en moyenne par an contre 1,9 %). En revanche, sur la période de crise de 2008 à 2013, elle continue de progresser dans la région, à un rythme ralenti (+0,7 % en moyenne par an), alors qu'elle recule pour la France de province (-0,4 % en moyenne par an). Si elle est modérément dynamique, l'industrie normande est remarquablement résiliente durant la crise et soutient le redressement du

3 Une industrie résiliente, des activités tertiaires marchandes fragiles

Contributions sectorielles en 2013 à la VA, évolutions 1990-2008 et 2008-2013

	Contribution sectorielle à la VA en 2013		Évolution moyenne annuelle de la VA			
			1999-2008		2008-2013	
	Normandie en %	Province en %	Normandie en %	Province en %	Normandie en %	Province en %
Agriculture, sylviculture et pêche	2,2	2,2	0,0	+ 1,1	- 0,9	- 1,0
Industrie	20,3	16,3	+ 1,6	+ 1,9	+ 0,7	- 0,4
dont Fabrication d'autres produits industriels	10,0	7,4	+ 2,6	+ 2,1	+ 1,6	- 0,3
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,3	3,0	- 0,1	+ 0,4	+ 2,5	+ 1,8
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,8	2,7	+ 0,5	+ 1,7	+ 0,3	- 1,3
Fabrication d'équipements électriques, informatiques et de machines	1,7	1,8	+ 1,9	+ 4,5	+ 0,6	- 0,5
Fabrication de matériels de transport	1,7	1,3	0,0	+ 1,5	- 2,1	- 1,3
Cokéfaction et raffinage	0,8	0,1	+ 5,1	+ 2,1	- 15,7	- 14,7
Construction	6,8	6,6	+ 0,6	+ 0,8	- 3,2	- 3,0
Tertiaire marchand	45,2	49,5	+ 1,6	+ 2,0	- 0,4	+ 0,5
dont Commerce, transports, hébergement et restauration	16,3	17,7	+ 1,5	+ 2,1	- 0,5	+ 0,3
Activités immobilières	13,0	12,8	+ 1,7	+ 1,5	+ 0,2	+ 0,2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	8,7	10,1	+ 1,7	+ 2,2	- 3,2	- 0,7
Activités financières et d'assurance	2,9	3,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,8	+ 3,4
Autres activités de services	2,8	2,9	+ 2,6	+ 3,8	+ 2,5	+ 0,5
Information et communication	1,5	2,8	- 0,5	+ 2,8	+ 2,7	+ 3,4
Tertiaire non marchand	25,5	25,4	+ 1,1	+ 1,2	+ 0,8	+ 1,1
(administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale)						
Ensemble	100,0	100,0	+ 1,3	+ 1,7	- 0,1	+ 0,2

Source: Insee, Comptes régionaux base 2010

PIB régional. Grâce à cette moindre fragilité du secteur durant la crise, la Normandie est devenue la première région pour la part de l'industrie dans le PIB régional, passant devant Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté. Ces deux régions ont beaucoup moins résisté, avec une forte baisse de la valeur ajoutée industrielle (respectivement - 1,7 % et - 3,3 % en moyenne par an). La crise a durement affecté la filière automobile, dans toutes les régions. Cependant, d'autres grandes filières de l'industrie normande traversent cette période mieux qu'ailleurs. Les activités de l'agroalimentaire, de la chimie, de la pharmacie et de l'énergie soutiennent la valeur ajoutée industrielle de la région durant la crise.

Un secteur tertiaire marchand moins dynamique et plus fragile

En 2013, le secteur tertiaire représente trois quarts de la valeur ajoutée de la province (75 %). Contrepartie de la forte part de l'industrie, il est moins important en Normandie (71 %). Cette moindre tertiarisation de l'économie normande est due à des activités tertiaires marchandes qui, déjà moins présentes à l'origine, se sont développées moins vite qu'ailleurs depuis 1990. Sur la période d'expansion 1990-2008, en Normandie, la valeur ajoutée dans les activités tertiaires marchandes progresse plus lentement qu'en France de province, 1,6 % en moyenne par an contre 2,0 %. Les activités du commerce, transports, hébergement et restauration, ainsi que les activités scientifiques et techniques, contribuent fortement à ce moindre dynamisme régional. La crise montre ensuite la fragilité d'un secteur fortement lié à l'industrie et sensible à la dégradation de la conjoncture (commerce inter-entreprises, services aux entreprises, ...). Sur la période de crise 2008-2013, la valeur ajoutée y recule de 0,4 % en moyenne par an, soit l'un des plus forts replis régionaux. Ce retournement contraste avec la province (+0.5% en moyenne par an).

Le PIB par habitant maintient son rang médian

En 2013, en Normandie, le PIB par habitant est de 26 900 euros, un niveau proche de la France de province (27 700 euros). Atypique, la région francilienne affiche le ratio de loin le plus élevé (53 600 euros). Entre 1990 et 2013, malgré une croissance économique de plus en plus ralentie, la Normandie maintient son rang parmi les régions métropolitaines pour le PIB par habitant et se situe en position médiane, à la 6° place. Sur la période, le PIB par habitant augmente à un rythme proche de la moyenne de province. Pour toutes les régions, ce ratio augmente nettement, avec

une croissance économique plus rapide que la croissance démographique. Pour la progression du PIB par habitant, les régions ressortent moins dispersées que pour la seule croissance du PIB. En effet, les plus dynamiques économiquement le sont aussi démographiquement. En outre, en fusionnant des régions, la réforme territoriale a lissé les différences régionales.

La hausse du PIB par habitant totalement portée par celle du PIB par emploi

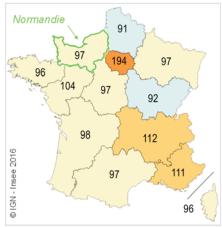
Première composante du PIB par habitant, le PIB par emploi renvoie conjointement à la structure d'activité de l'économie et à la productivité apparente du travail par secteur.

En 2013, en Normandie, le PIB par emploi a atteint 70 150 euros, un niveau semblable à la moyenne de province (70 250 euros). Il est de loin le plus élevé pour l'Île-de-France, avec 105 300 euros, reflétant la singularité économique de la région capitale. Pour toutes les régions métropolitaines excepté la Corse, la hausse du PIB par habitant est totalement portée par celle du PIB par emploi, c'est-à-dire de la productivité apparente du travail. Entre 1990 et 2013, en Normandie, la croissance de la productivité est équivalente à la moyenne de province. Les disparités régionales de productivité sont plus resserrées que celles du PIB par habitant. En effet, pour la province, les économies régionales restent en structure assez proches, avec une forte

4 En 2013, en Normandie, toujours un rang médian pour le PIB par habitant

PIB par habitant en 2013

min province



PIB par habitant, base 100 pour la moyenne de province (27 700 euros)

91 95 105 112

max province

Note de lecture: En 2013, en Normandie, le PIB par habitant atteint 26 900 euros, soit 97 % de la moyenne de province (27 700 euros)

Source : Insee, Comptes régionaux base 2010, estimations de population

tertiarisation de l'activité et des services qui créent environ trois quarts de la valeur ajoutée.

Sur la période de crise 2008-2013, en Normandie, la valeur ajoutée de l'industrie a continué de progresser, contrastant avec d'autres régions industrielles (Grand-Est

Dravinas

5 La hausse du PIB par habitant portée par celle du PIB par emploi

Évolution du PIB par habitant en valeur entre 1990 et 2013 (en %) et contribution de ses facteurs sur la période (en points)

	Normandie	Province
PIB par habitant	+ 66,0	+ 71,3
dont contributions		
PIB par emploi	+ 68,0	+ 66,5
emploi par habitant, avec :	- 2,0	+ 4,8
attractivité du territoire	-2,3	- 1,2
situation du marché du travail	- 2,7	- 2,9
taux d'activité	+ 8,3	+ 13,7
effet démographique	- 5,3	- 4,8



Note de lecture : En 1990 et 2013, en Normandie, le PIB par habitant a progressé de 66,0 % (en valeur). Sur la période, la croissance du PIB par emploi a donné une contribution positive de 68,0 points, et l'emploi par habitant, une contribution négative de 2,0 points.

Source : Insee, Comptes régionaux base 2010, estimations de population, estimations d'emploi

ou Bourgogne-Franche-Comté). Comme, conjointement, le recul de l'emploi industriel normand a été semblable à celui de ces régions, la productivité apparente du secteur augmente davantage en Normandie. L'industrie étant fortement présente dans l'économie normande, elle tend, de surcroît, à y augmenter plus qu'ailleurs la productivité globale. Sur cette période, c'est en Normandie que le PIB par emploi progresse le plus (avec Provence-Alpes-Côte d'Azur).

L'emploi par habitant, un effet neutre malgré la progression du taux d'activité

Seconde composante du PIB par habitant, l'emploi par habitant renvoie aux caractéristiques socioéconomiques et démographiques. En 2013, en Normandie, on dénombre 38 emplois pour 100 habitants, un ratio équivalent à la moyenne de province (39 %). Le ratio est le plus élevé pour l'Île-de-France, atypique, avec 51 emplois pour 100 habitants. Il reste assez peu dispersé entre les régions de province. Pour la moitié des régions métropolitaines dont la Normandie, le ratio emploi par habitant est quasi-stable entre 1990 et 2013 (plus ou moins un point). Il ne contribue ainsi que très peu à la hausse du PIB par habitant sur la période. Toutefois, cette stabilité ne reflète pas les dynamiques socioéconomiques et démographiques contrastées dont cet indicateur est la résultante. Pour l'autre moitié des régions, il augmente significativement, entre deux et trois points, exceptionnellement cinq pour la Corse.

Entre 1990 et 2013, pour toutes les régions, la hausse du taux d'activité contribue à augmenter l'emploi par habitant. La hausse est essentiellement celle de l'activité féminine, avec près de dix points supplémentaires pour la Normandie. Pour la région, cette progression du taux d'activité compense l'effet défavorable des autres facteurs socioéconomiques et démographiques. Notamment, facteur structurel, la démographie contribue négativement, avec notamment le vieillissement de la population qui donne en proportion moins de personnes en âge de travailler. Facteur

Méthodologie

Décomposition du PIB par habitant

Plus une région compte d'habitants, plus elle peut générer un PIB important. Aussi, pour comparer les régions indépendamment de leur taille, on rapporte le PIB d'une région à sa population (PIB par habitant). Toutefois, ce ratio n'est pas un indicateur de revenu par habitant : notamment, il ne considère pas les revenus de transfert (retraites, prestations sociales, ...).

Dans cette publication, l'évolution du PIB par habitant est calculée en euros courants et intègre donc l'évolution des prix.

Les différences régionales de PIB par habitant peuvent s'éclairer en considérant ses deux composantes, le PIB par emploi et l'emploi par habitant. En effet :

$$\frac{\text{PIB}}{\text{Habitant}} = \frac{\text{PIB}}{\text{Emploi}} \times \frac{\text{Emploi}}{\text{Habitant}}$$

Dans les deux cas, il s'agit de l'emploi au lieu de travail.

L'emploi par habitant peut lui-même se décomposer en quatre facteurs :

$$\frac{\text{Emploi}}{\text{Habitant}} = \frac{\text{Emploi}}{\text{PAO}} \times \frac{\text{PAO}}{\text{PA}} \times \frac{\text{PA}}{\text{PEAT}} \times \frac{\text{PEAT}}{\text{Habitant}}$$

On désigne par PAO la population active occupée, par PA la population active et par PEAT la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans).

Finalement, le PIB par habitant peut être décomposé en cinq facteurs :

$$\frac{PIB}{Habitant} = \frac{PIB}{Emploi} \times \frac{Emploi}{PAO} \times \frac{PAO}{PA} \times \frac{PA}{PEAT} \times \frac{PEAT}{Habitant}$$

Le ratio **Emploi / PAO** est un indicateur d'attractivité de la région. Si ce rapport est supérieur à 1, cela signifie qu'il y a plus de personnes venant d'autres régions qui y travaillent que l'inverse.

Le ratio **PAO / PA** est un indicateur de situation du marché du travail. Il rapporte la population active occupée de la région à sa population active totale. C'est le complémentaire du taux de chômage au sens du recensement de la population. Plus il est élévé, meilleure est la situation du marché du travail local, car la part des chômeurs dans la population active est plus faible.

Le ratio **PA / PEAT** correspond au taux d'activité. Il rapporte le nombre d'actifs de la région (actifs occupés et chômeurs) à l'ensemble de la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans).

Le ratio **PEAT / Habitant** est un indicateur d'un effet démographique. Il rapporte la population en âge de travailler de la région (15-64 ans) à son nombre d'habitants. Sur la base de cette décomposition, on peut estimer les contributions de l'emploi par habitant et du PIB par emploi à l'évolution du PIB par habitant.

conjoncturel, la situation du marché du travail pèse elle aussi défavorablement, avec une insertion sur le marché du travail plus difficile, surtout pour les actifs les moins qualifiés. En outre, une proportion significative et grandissante d'actifs habitant en Normandie travaille dans une région

voisine. En 2013, parmi les actifs en emploi résidents, 80 000 (soit 6 %) travaillent dans une autre région métropolitaine, dont un peu plus de la moitié dans la seule région francilienne. Toutes choses égales par ailleurs, ces habitants érodent aussi le ratio emploi par habitant ■

Insee Normandie 5 rue Claude Bloch

5 rue Claude Bloch BP 95137 14024 CAEN cedex

Directeur de la publication : Daniel BRONDEL Rédacteur en chef : Kévin DE BIASI Attachés de presse : Martine CHÉRON (Rouen) Tél : 02.35.52.49.75 Philippe LEMARCHAND (Caen) Tél : 02 31 15 11 14

ISSN : 2493-7266 © Insee 2016

Pour en savoir plus

- Hurpeau (Benoit), "Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013", Insee Focus, n° 60, juillet 2016
- Bilan économique 2015 Normandie, Insee Conjoncture Normandie, n° 3, mai 2016



